

LE POING



Journal de la section départementale CGT Finances publiques de l'Isère
Numéro 23
avril 2026

EDITO

UN 1^{ER} MAI PAS VOLÉ !

Depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, les prix du carburant ne cessent d'augmenter. Cette flambée des prix, nous concernent toutes et tous.

Pourtant une solution simple existe : le blocage des prix ! C'est efficace pour l'ensemble de la population, sauf pour les grands groupes distributeurs de produits pétroliers !

Alors le gouvernement a choisi, devinez pour qui il penche : bingo ! la note est et sera pour nous ! En effet, Ce ne sont pas les quelques aides ciblées, faibles et soumises à de multiples conditions (demandes, dépôt de dossiers, bref usine à gaz en vu) qui vont sauver les fins de mois et notre pouvoir d'achat !

Nous continuerons à payer le prix lourd au travers des augmentations de carburants, des prix et bien plus encore au travers des coupes budgétaires : puisque ce sont 6 milliards d'économies ont été annoncées fièrement par notre 1er ministre mardi 21 avril, dont 2 pour le budget de la sécurité sociale et 4 pour le budget de l'Etat. Bien-sûr coté recettes, on ne touche à rien, surtout aucune taxation des profiteurs de guerre !

Donc c'est bien l'ensemble du monde du travail qui va payer deux fois cette guerre (accessoirement que nous n'avons pas déclarée...), à la fois directement (par nos consommations) et indirectement (par nos finances publiques et tous les services publics qui en dépendent). Nous produisons de la richesse pour ce pays et nous ne récoltons que du mépris. Cela ne peut plus durer ! Le 1er mai toutes et tous dans la rue !

N'oublions pas l'histoire et ses combats :

- le 1er mai 1886 à Chicago : grève et manifestation pour la journée de travail de 8 heures : plusieurs morts suite à des tirs directs sur les manifestants ,

- le 1er mai 1890 à Fourmies : grève et manifestations pour la journée de 8 heures et des augmentations de salaires : feu ! 9 morts !

C'était alors le prix du sang !

Nos droits ne sont pas des cadeaux, ils ont été arrachés, parfois à un prix très fort, celui de la vie ! Ne nous laissons pas reprendre nos acquis, ne nous laissons pas voler !

Le 1er mai soyons toutes et tous en manifestation pour :

- des augmentations de salaires
- des créations d'emplois,
- la défense de la sécurité sociale,
- la défense des services publics,
- le blocage des prix du carburant (entre autres) !

- **À Grenoble : 10H** départ Alsace Lorraine, arrivée anneau de vitesse (concert, stands revendicatifs, ...)

- **À Bourgoin Jallieu : 10H** départ place Saint Michel, arrivée place de la Colombe

- **À Roussillon : 10H** départ jardin de la paix (rue Gaston

Monmousseau) , suivi d'un apéritif fraternel, repas au foyer Grumbach à Roussillon, espace enfants prévu.

- **À Vienne : 8H à 18H** vide grenier revendicatif à l'Espace St Germain

Agnès MARTIN



2026 : OÙ SONT LES AUGMENTATIONS

Dominique LO MONACO

EMPLOIS : ALERTE ENLÈVEMENT

Sophie ABONDANCE

UN COLLECTIF JEUNES QUI N'ATTEND PAS

Angelina CALONNIER

2026 : OÙ SONT LES AUGMENTATIONS ?

Nous ne voulons pas d'une économie de guerre. Ce sont des hôpitaux, des écoles, des théâtres etc. qu'il faut construire pas des armes. Oui à la civilisation !

Exiger l'augmentation de nos rémunérations est la première expression du refus que la richesse que les travailleurs produisent, aille à la guerre.

Exiger l'augmentation de nos rémunérations, c'est préserver nos enfants d'un avenir sombre, c'est les protéger. La marche à la guerre et à l'armement entraîneraient les travailleurs et leur famille à subir un appauvrissement inconnu jusqu'alors. Elles feraient basculer dans le malheur des centaines de milliers de femmes et d'hommes, nos enfants et petits enfants.

Plus que jamais il faut réaffirmer : « l'argent pour les écoles, la santé, les services publics, la culture le développement humain, pas pour la guerre ». Oui à la civilisation !

Plus que tout, ce que craignent les gouvernements bellicistes et complices, les impérialistes, c'est la mobilisation de la population pour la paix et contre toutes les formes de barbarie. Les travailleurs ont tout à perdre à entrer dans la guerre et rien à gagner.

Exiger l'augmentation de nos rémunérations, c'est exiger ce qui nous est dû.

Alors que les plus riches de ce pays refusent la moindre augmentation de leur participation à l'intérêt général, alors qu'ils voient leurs profits exploser, ce ne sont pas aux travailleurs de subir les orientations politiques néfastes. Alors que les dernières annonces

gouvernementales sur le projet de loi de finances 2026 confirment que les grandes entreprises et les plus fortunés ne sont, une fois de plus, pas mises à contribution à la hauteur de leurs moyens.

Les grandes compagnies pétrolières, les entreprises de l'armement, les spéculateurs du monde entier engrangent des bénéfices records. Dans sa publication de janvier 2026, la Lettre Vernimmen annonce que les entreprises du CAC 40 ont établi un nouveau record, puisqu'elles n'ont jamais redistribué autant de profits à leurs actionnaires depuis que cette étude est réalisée en 2003.

Exiger l'augmentation de nos rémunérations, c'est exiger ce qui nous est dû.



Après les 69,4 milliards d'euros versés aux actionnaires en 2021 et les 98,2 milliards en 2024, les quarante plus grands groupes français ont versé 107,5 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2025, soit une hausse de près de 55% en quatre ans. Ces résultats mettent en évidence les inégalités criantes et appellent à une meilleure répartition de la richesse produite. Pour eux il n'y a ni baisse de pouvoir d'achat, ni risque de voir leurs enfants mourir dans une guerre que ces rapaces, ces vautours, alimentent.

Nous ne renoncerons pas !

Nous refusons la guerre, nous exigeons l'augmentation de nos rémunérations. la hausse des salaires est pleinement d'actualité ! Toutes les propagandes qui veulent nous convaincre d'accepter des sacrifices nous les combattons.

Non à la guerre, non à la barbarie ! Oui à la civilisation !

Ce n'est pas un nouveau porte-avions que nous voulons, c'est la paix.

C' est l'augmentation **IMMÉDIATE** de nos salaires via l'augmentation du point d'indice de 10 %, que nous exigeons !

EMPLOIS : ALERTE ENLÈVEMENT

Ils ont disparus, on ne les a jamais revus

Cette année, la DG innove en matière d'emploi : nous sommes passés d'un TAGERFIP* à un référentiel d'emplois en équivalent temps plein (ETP)... Ce référentiel d'emplois en ETP est calculé à partir de "critères de charges, d'enjeux et d'environnement". Il est donc établi en tenant compte du nombre d'habitants et de la richesse économique du territoire. Il changera tous les ans. Il sera en perpétuelle évolution, comment dès lors faire des comparaisons ou des prévisions ?

Vous n'y comprenez rien : c'est normal c'est fait pour !

Ce qui est clair, c'est que cela permet de faire disparaître les emplois vacants ! Ainsi en Isère, 88 postes vacants disparaissent !

Petit conseil : vérifiez que vous êtes bien affecté dans l'Isère, vous pourriez être un agent fantôme !

Pour notre département, nous sommes actuellement en équivalent temps plein 1227.

Le directeur n'est contraint que par cette enveloppe globale. C'est une grande souplesse pour lui, mais à contrario une instabilité et une insécurité professionnelle maximum pour les personnels.

Le département reste globalement déficitaire de 43,2 ETP, mais deux type de « surnombre » ont été créés par cette nouvelle méthodologie diabolique : 25,5 ETP dans la catégorie C sont en trop et 8,6 ETP dans les SIE sont également en trop ! Face à la souffrance au travail et au manque de personnel constaté dans la réalité, ces calculs abjects sont une véritable provocation ! Rappelons que le taux de suicide à la DGFIP est bien supérieure à celui de la population française.

De plus dans ce nouveau référentiel se dessine les nouvelles fusions et suppressions de services à venir, notamment dans les SIE.

Avec un référentiel aussi flottant, noyés de chiffres, ce sont bien les besoins en emplois réels qui ont de plus en plus de mal à faire surface.

Le recours aux avalanches de chiffres, ici ne fait pas office de preuves, ils ne servent qu'à cacher l'arbre au milieu de la forêt ! L'emploi statutaire à la DGFIP avec ses droits et garantis attachés sera dévitalisé avant l'annonce de sa liquidation totale !

Ce référentiel est valable au 1er janvier 2026 : rien n'empêche une diminution supplémentaire les années suivantes !

Aucune information n'est communiquée pour les agents dit en surnombre, ni quel sort leur seront réservés. La direction de l'Isère nous assure seulement que les agents en trop seront maintenus dans leur service à titre transitoire, donc pas de mutation forcée pour septembre 2026 ! Ouf ! Mais

combien de temps va durée la phase transitoire 2, 3ans ? Là de

nouveau, pas de réponses claires .

Nous avons de grandes inquiétudes sur les changements organisationnels et sur les mouvements de mutations locaux : d'ailleurs existeront-ils encore à l'avenir ? Pour cette année 2026, oui les mouvements locaux des catégories C et B feront bien

apparaître les « ETP » vacants (et non les postes) par service et les arrondis pourront se faire jusqu'à +0,9 ETP pour arriver à « saturation » de l'enveloppe ETP cible ! Dans la réalité du terrain, c'est bien nous, agentes et agents qui arrivons à saturation d'opacité ! La direction fait des projections mais pour les personnels , c'est tout simplement devenu impossible !

Comment allons-nous travailler sereinement dans les services ? Comment s'épanouir professionnellement dans ce flou ?

La Cgt Fip 38 continuera à combattre la fabrique des « surnombres », l'invisibilisation des vacances d'emplois et les sous-effectifs, restés eux, bien réels !

NON à la déréglementation, non aux trucs et astuces, non aux farces et attrapes !

OUI à la transparence, OUI aux mutations pour convenance personnelle et OUI au recrutement statutaire !



UN COLLECTIF JEUNES ACTIF !

Notre objectif est d'accompagner les jeunes dans les difficultés du quotidien.

Comme vous le savez, les Finances publiques se renouvellent et de plus en plus de jeunes arrivent à la DGFIP. Pour beaucoup leurs affectations les obligent à déménager. Isolés de leurs cercles familiaux et amicaux, demander de l'aide pour les choses du quotidien peut être une véritable épreuve.

Nous sommes là pour ça. Agir contre l'isolement social, proposer de vraies solutions à des problèmes pratiques:

- Les difficultés financières: la majorité des jeunes n'ont pas encore eu le temps de se construire une épargne sur laquelle se reposer en cas de difficultés financières.
- Les difficultés liées à l'administratif comme la mutuelle, les

transports, trouver une place en crèche ou un médecin.

- Les difficultés relationnelles: recréer des réelles relations sociales devient beaucoup plus dur une fois arrivé dans le monde du travail.

- Les difficultés professionnelles : comment évoluer dans la DGFIP ? Quels concours passer ? Quelle ancienneté dois-je avoir ?
- Combien de temps d'école et où ? Comment marchent les mutations ?

Le collectif jeune est certes issu de la CGT, mais vous n'êtes pas obligés d'adhérer à la CGT pour y participer. Alors, si tu sens concerné par ces problématiques, n'hésite pas à nous contacter et nous rejoindre.

Un livret d'accueil du collectif jeunes a été rédigé, pour le recevoir, il suffit de le demander.



INVITATION À NOTRE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Que tu sois déjà syndiqué ou pas, nous t'invitons à notre AG annuelle qui se tiendra (finalement) le

LUNDI 1^{er} JUIN 2026 (date finale 😊) à la **MAISON DES ASSOCIATIONS DE PONT DE CLAIX à partir de 9h30**. Tu as droit à une autorisation d'absence pour ça, exerce ce droit pour ne pas le perdre !

Pour le repas de midi, nous organisons un **Barbecue pour tous**. Une participation de 5€ est demandée pour le repas. Merci de nous avvertir de ta présence avant le 25 mai.

Prise de contact, demande d'adhésion (bulletin à scanner et à envoyer)	
NOM :	Prénom :
Service :	Résidence :
Mail :	Je veux adhérer : OUI ☐ j'hésite encore ☐
CGT Finances Publiques Isère 38-40 Avenue Rhin et Danube-38047 Grenoble Cedex 2 Tel CFP Rhin et Danube : 04 76 39 38 74 (interne : 3834) Mail : cgt.ddfip38@dgfip.finances.gouv.fr Site : http://www.financespubliques.cgt.fr/38/	

ou
adhérer ici

